

vendredi 24 avril 2020

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Sept entreprises sur dix sont dans les starting-blocks pour reprendre leur activité à plus de 50 % du niveau d'avant crise

(ERMGM, avril 2020)

**Bruxelles, avril 2020 –** La reprise totale de l'activité économique n'est certes pas encore d'actualité mais une vaste majorité des entreprises interrogées sont matériellement prêtes à reprendre leur activité au moins à 50 % du niveau d'avant crise à la fin du confinement. Un tiers des entreprises interrogées ont même indiqué pouvoir reprendre leur activité quasiment au même niveau que précédemment. C'est ce qui ressort de la dernière enquête menée auprès d'entreprises et indépendants belges pour l'ERMGM. Dans sa globalité le constat émanant de l'enquête reste préoccupant que ce soit au niveau de la baisse du chiffre d'affaires ou du risque de faillite, en particulier pour les petites entreprises et les secteurs les plus affectés comme l'horeca ou l'événementiel.

Pour la quatrième semaine consécutive, une enquête a été réalisée par plusieurs fédérations d'entreprises et d'indépendants (BECI, SNI, UNIZO, UWE et VOKA). Cette initiative est coordonnée par la BNB et par la FEB. L'objectif consiste à évaluer l'incidence de la crise du coronavirus sur l'activité économique en Belgique ainsi que sur la santé financière et sur les décisions des entreprises belges de semaine en semaine. Au total, 3528 entreprises et indépendants ont répondu à l'enquête de cette semaine<sup>1</sup>.

**Tableau 1 : Impact de la crise du coronavirus sur le chiffre d'affaires de l'entreprise<sup>1</sup>**  
(pourcentages, moyenne pondérée sur la base du chiffre d'affaires et agrégée par secteur)

	27 mars -2 avril	3 – 9 avril	10 – 16 avril	17 – 23 avril
Région flamande	-34	-38	-35	-34
Région de Bruxelles-Capitale	-30	-32	-28	-31
Région wallonne	-34	-38	-36	-34
Belgique	-33	-37	-34	-33

Sources : BECI, Boerenbond, FEB, SNI, UNIZO, UWE, VOKA, BNB.

<sup>1</sup> La couverture des différentes branches d'activité au sein de l'échantillon varie d'une région à l'autre. Dans ce calcul, nous formulons l'hypothèse selon laquelle l'impact de la crise par branche d'activité ne diffère pas selon la région. Il convient également de noter que les chiffres peuvent toujours quelque peu s'écarter de ceux de la publication précédente en raison de données reçues a posteriori et de l'affinement continu de l'analyse des données.

<sup>1</sup> La participation à l'enquête de certaines fédérations dont les membres opèrent au sein d'un secteur d'activité spécifique peut induire une erreur d'échantillonnage. Ainsi, les entreprises d'une branche d'activité pourraient être fortement représentées dans notre échantillon alors qu'elles le sont plus faiblement dans l'ensemble de l'économie. Une stratification de l'échantillon par branche d'activité est dès lors réalisée en fonction du poids dans la valeur ajoutée en Belgique.

## Une forte baisse du chiffre d'affaires est rapportée pour une quatrième semaine consécutive

La baisse du chiffre d'affaires en comparaison à ce qui était enregistré avant la crise du coronavirus est de 33 % selon les entreprises interrogées. Ce chiffre est en ligne avec ceux observés lors des trois enquêtes précédentes. Les moyennes régionales sont aussi marquées par une certaine stabilité et une proximité quant à la moyenne nationale. La baisse légèrement moins importante rapportée en région de Bruxelles-Capitale durant les quatre enquêtes est liée au poids du secteur financier, dont l'activité est moins impactée.

Le constat de baisse du chiffre d'affaires reste toutefois différent d'une branche d'activité à une autre. En particulier, le secteur « banques et assurances » ainsi que le secteur « des services d'information et communication » (qui comprennent notamment les services liés à l'informatique) sont parmi les secteurs les moins impactés par la crise du coronavirus d'une part parce que l'activité principale au sein de ces branches n'est pas interdite et d'autre part parce que le travail à distance est possible pour de nombreux employés. Par ailleurs, les entreprises interrogées du secteur de « l'agriculture, la sylviculture et la pêche » n'ont pas vu leurs ventes diminuer mais il convient d'être prudent dans l'interprétation étant donné le faible échantillon dans cette branche cette semaine. En ce qui concerne les secteurs plus fortement impactés, le constat reste alarmant pour les secteurs des « arts, des spectacles et des services récréatifs » et l'horeca dont les entreprises interrogées font part d'une baisse moyenne du chiffre d'affaires de respectivement 88 % et 95 %.

Il convient de placer la stabilité de la baisse de chiffre d'affaires reportée au sein des différentes branches d'activité dans le contexte d'absence de changement majeur des mesures de confinement ces quatre dernières semaines. Ceci étant, sur la semaine écoulée, les entreprises interrogées du secteur du commerce font exception et font état d'une sensible amélioration par rapport à la semaine précédente. Elles ont en effet pointé une baisse du chiffre d'affaires de 43 % par rapport au niveau d'avant crise, contre une baisse de 64 % une semaine auparavant et ce fait est une combinaison d'une amélioration à la fois au sein du commerce alimentaire et non-alimentaire. Cette dernière peut être reliée à la réouverture de certaines activités commerciales depuis le 18 avril.

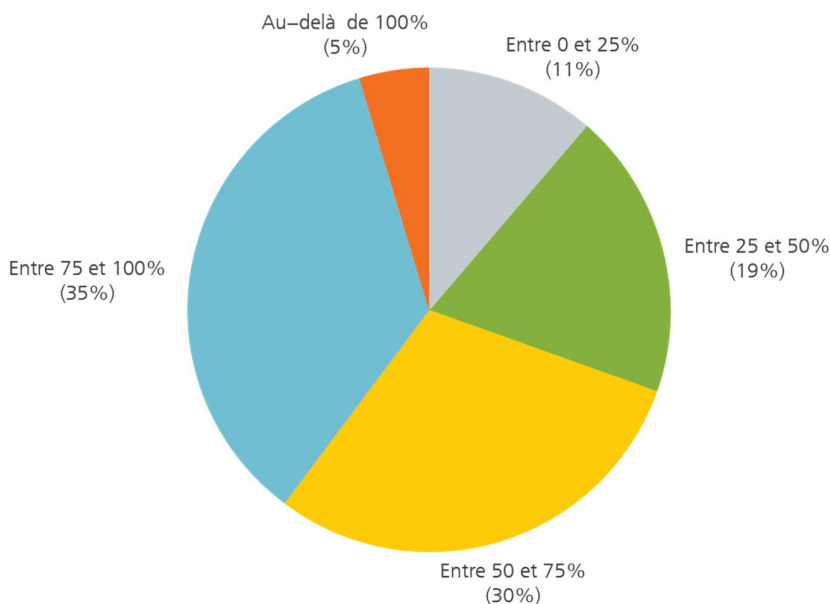
**Graphique 1 : La baisse du chiffre d'affaires dépend de la branche d'activité et seule une faible évolution temporelle est à noter**  
(pourcentages, moyenne pondérée sur base du chiffre d'affaires)



Sources : BECI, Boerenbond, FEB, SNI, UNIZO, UWE, VOKA, BNB.

La perception du risque de faillite est, dans les grandes lignes, similaire à celle observée la semaine précédente et, à titre d'illustration, 7 % des entreprises interrogées évoquent à nouveau une faillite « probable » ou « fort probable ». Ce chiffre atteint 10 % pour l'échantillon réunissant les indépendants et les entreprises de moins de dix employés. La proportion des entreprises en proie à des problèmes de liquidité est aussi caractérisée par une certaine stabilité et 36 % des entreprises interrogées ne considèrent pas pouvoir maintenir leur position de liquidité plus de 3 mois sans apport de liquidité (contre 38 % lors de l'enquête précédente). L'incertitude quant aux conditions de reprises étant encore importante, il est logique de voir l'inquiétude évoquée par les entreprises interrogées stagner à un niveau élevé. Sur une échelle s'étalant de 1 (peu inquiet) à 10 (fort inquiet), le score moyen des entreprises interrogées atteint 6,9, contre 7,1 la semaine passée.

**Graphique 2 : Si vos activités devaient reprendre après le confinement, jusqu'à quel niveau pensez-vous pouvoir accroître votre chiffre d'affaires initialement (100% étant le niveau d'avant crise)?**  
(en pourcentage)



Sources : BECI, FEB, UNIZO, UWE, VOKA, BNB.

Même si une large partie de l'économie reste à l'heure actuelle encore à l'arrêt, la reprise de l'activité et son ampleur sont des sujets préoccupants pour de nombreux chefs d'entreprise. Au niveau agrégé, 40 % des entreprises interrogées s'attendent à assurer au moins trois quarts de leur production d'avant crise dans la première phase postérieure à la période de confinement. Cette proportion passe à 70 % si on fixe le seuil à la moitié de leur production d'avant crise. Sur une note encore plus positive, 5 % des répondants indiquent même qu'ils anticipent atteindre à la fin des mesures de confinement un niveau supérieur à celui enregistré avant la crise. Les raisons qui pourraient limiter la capacité des entreprises à reprendre leurs activités au niveau d'avant crise sont potentiellement multiples. Il peut s'agir à la fois d'un approvisionnement incomplet de marchandises ou de matières premières, de la faiblesse de la demande, des difficultés à appliquer les règles de distanciation sociale, de l'indisponibilité de certains travailleurs ou encore d'un maintien de l'interdiction de certains événements.

L'importance de ces différentes restrictions dépend en grande partie de la branche d'activité. Selon les résultats de l'enquête, dans les secteurs « banques et assurances » et « information et communication », huit entreprises sur dix déclarent pouvoir reprendre la moitié de leur activité ou davantage dans un premier temps après le confinement. A contrario, dans l'horeca et le secteur des « arts, spectacles et activités récréatives » seules quatre entreprises sur dix indiquent pouvoir embrayer aussi facilement à ce niveau après le confinement.